

EN VUE WEEKEND

Christian Arnspurger

« On a créé une sorte de Frankenstein qu'on ne sait plus comment arrêter »



© Sofie Van Hoof

Dans son petit bureau, place Montesquieu à Louvain-la-Neuve, Christian Arnspurger nous explique posément le regard qu'il porte sur la crise qui vient de secouer le monde économique. Philosophe et économiste alternatif, il enseigne à l'UCL. Il est l'auteur de « Critique de l'existence capitaliste » (2005) et vient de publier « Ethique de l'existence post-capitaliste ». S'il croit en l'homme, intrinsèquement capable d'altruisme, il est pessimiste quand à une éthique des affaires dans l'actuel système capitaliste.

A l'origine de cette crise financière et économique, est-ce l'homme qui a failli ou le système ?

► La réponse bateau, c'est de dire un peu des deux. Mais malheureusement, c'est ça. Le système financier capitaliste qu'on a construit, surtout depuis une trentaine d'années, est fait de mécanismes qui dépassent les personnes individuelles. Ceci dit, je pense que les personnes gardent une capacité à ne pas nécessairement jouer le jeu qu'on leur demande de jouer.

Les banques situées aux Etats-Unis qui, pour des raisons de compétition, de rentabilité, ont voulu attirer des clients moins fortunés pour leur faire ces prêts subprimes, jouent dans un système qui les oblige à faire ce genre de choses, dans la mesure où elles-mêmes sont forcées à la rentabilité par leurs propres actionnaires, leur propre direction, etc. D'un autre côté, il y avait quand même suffisamment de gens qui avaient alerté l'opinion publique sur le danger de ce genre de choses.

Donc, le responsable c'est le système dans la mesure où l'individu n'a pas le courage d'aller contre le système. En même temps, le responsable ce sont les individus, mais en admettant bien qu'ils sont souvent prisonniers d'une logique, d'un système.

Moi, ce qui me préoccupe davantage, c'est le rôle tellement important du crédit et de l'endettement dans le capitalisme, car nous sommes tous des consommateurs, des investisseurs qui voulons toujours plus. Si les banques américaines ont pu trouver de malheureux emprunteurs, c'est aussi parce que la société américaine est une société où le toujours plus règne en maître. Est-ce la faute de ces personnes ? C'est compliqué... Il ne faut pas faire porter le poids à des gens moins fortunés qui ont voulu, comme les autres, avoir leur maison. Donc, je dirais quand même que, globalement, la faute réside dans un système qui est à la fois un système d'une compétition féroce, d'une logique du 'toujours plus' et d'une inégalité crasse.

Si le système capitaliste marche tellement bien, c'est la faute de nous tous. Mais une fois qu'il marche, c'est quand même aussi la faute d'un système que nous ne pouvons pas arrêter individuellement.

Comment l'homme en vient-il à poser des actes contraires à son bien-être ?

► Pourquoi est-ce que je ne fais pas régime, alors que je devrais?... C'est ce que les vieux philosophes appelaient la faiblesse de la volonté, l'acrasie. La conception dominante chez les économistes, c'est que chaque individu prend des décisions qui vont dans son propre intérêt. Et quand tout va bien, ça concourt à l'intérêt général. Mais quand ça ne marche pas bien, qu'il y a des défauts de marché, des

informations imparfaites, des erreurs d'appréciation, des boulimies, des émotions, des pulsions, alors là on continue tous à agir selon notre intérêt – les banquiers, les emprunteurs... –, mais ces actes, lorsqu'ils sont combinés à ceux de tous les autres, peuvent parfois donner des choses désastreuses. Pour le climat, c'est évident. Personne ne se lève le matin en se disant « aujourd'hui je vais vraiment détruire le climat », mais je dois emmener ma fille à la crèche, pour ça j'ai besoin de prendre ma voiture; mon usine crée de l'emploi, mais elle pollue, etc. C'est par combinaison des actes intéressés qu'on va parfois contre l'intérêt général ou contre l'intérêt de certains. Sans toujours s'en rendre compte. Ou quand on s'en rend compte, c'est trop tard. Est-ce que les banquiers en question ont agi contre leur intérêt ?

Pouvaient-ils vraiment penser qu'à long terme, cela tiendrait ?

► On peut parfois agir pour un intérêt de court terme, alors qu'on sait qu'à long terme il va arriver quelque chose. Et tout le jeu alors est d'essayer, entre-temps, de déguerpier, de ne plus être responsable au moment où la catastrophe va arriver. C'est ce qu'on appelle le court-termisme, le fait de se concentrer intentionnellement sur le court terme et d'adopter la maxime « après moi le déluge ». Pourquoi les gens font-ils cela? Je pense qu'il y a là une espèce d'angoisse face au temps qui passe, face à la mort, à la fragilité. Les gens, quand ils n'ont pas d'optimisme profond, voire de foi ou de croyance dans une vie future, sont amenés à vouloir réaliser leurs actifs le plus vite possible. D'où le comportement intéressé, rationnel, mais irresponsable d'une série d'acteurs qui privilégient intentionnellement le court terme.

N'est-ce pas l'un des défauts principaux du système capitaliste d'être trop focalisé sur le court terme ?

► Sûrement... Il n'est pas le seul. Mais dans notre système actuel, c'est sûr qu'il y a cette valorisation de l'immédiat, aussi bien dans la consommation que dans l'investissement. Regardez, aujourd'hui on exige un rendement dans les deux ans des fonds de placement. Même les entrepreneurs se plaignent qu'on exige des rentabilités hyper courtes, ce qui les empêche de trouver des capitaux ou les oblige à presser leur personnel comme un citron. Tout le monde est très impatient. Pour moi, cela est lié à l'angoisse, c'est une angoisse du vide. On est très impatient, on veut le plus possible tout de suite, car qui sait ce qui va arriver un jour. Et si je n'ai pas un socle spirituel où je peux accepter que l'avenir est incertain mais que je suis porté par autre chose que ma richesse matérielle, forcément, on a alors

“

Je ne suis pas convaincu que la crise soit porteuse pour des alternatives. Pour beaucoup, c'est surtout « sauve qui peut ».

des mécanismes de court terme. Et le capitalisme encourage certainement cela. J'ajouterais quand même que pour ce qui est de la crise financière, ce qui a amené de grosses banques à mal se comporter, c'est qu'elles savent qu'elles vont être renflouées car elles sont bien conscientes que les Etats n'ont pas le

choix. D'une certaine manière, les banquiers ne paient pas l'addition de leurs méfaits. On peut changer ça, on peut modifier les règles. Nicolas Sarkozy essaie de faire contribuer les banques au désendettement public, en Belgique aussi, on a essayé, mais on voit à quel point elles sont réticentes car elles savent bien qu'au fond, quoi qu'elles fassent, on est obligé de les soutenir puisque nous sommes leurs otages, notre argent est déposé chez elles. Si on ne les soutient pas, tout le monde perd tout. C'était l'argument de Didier Reynders et il avait raison. Sachant cela, les banques n'ont pas beaucoup d'incitants, sauf si elles sont moralement scrupuleuses. Il y en a, tout le monde n'a pas joué le même jeu. Mais s'ils sont eux-mêmes pressés à la rentabilité par des fonds de pension ou autres, forcément les banquiers vont se dire « on y va, on prend le risque et si ça ne marche pas, l'Etat viendra nous assurer ».

Cela veut dire qu'on a un enfant roi, là. Les banques sont les reines du monde ?

► On peut dire ça. Ce qui s'est passé en fait, c'est qu'on a eu dans les années 80 une vague de libéralisation voulue par les Etats parce ce que l'accès aux marchés des capitaux dérégulés est pour les Etats eux-mêmes une façon plus commode de se financer. Les Etats ont ouvert eux-mêmes la porte à la mondialisation de la finance telle que nous la connaissons maintenant. Et donc oui, on a créé une sorte d'enfant roi ou plutôt de Frankenstein qui, une fois qu'il est debout et qu'il marche, nous fait peur et qu'on ne sait plus comment faire pour l'arrêter. On a créé un système qui, maintenant, nous empêche de régler une série de choses. On peut toujours re-réglementer. Si l'Europe entière se dit qu'elle veut remettre le système au pas, ce serait faisable. Mais à 27 autour de la table, on voit que Londres dit tout de suite non, car la City fait pression et d'autres places financières ont ensuite peur de perdre leurs parts de marché dans la finance mondiale, etc. Maintenant qu'on a mondialisé le système, le retour en arrière est plus difficile. On n'a pas été très prudent dans le phasage de la déréglementation. Et aujourd'hui, on est à une époque où on fait l'expérience de notre foi dans la fluidité mondialisée des marchés. Il y a des effets positifs, mais aussi d'autres plus mitigés au niveau de la finance, parce qu'on n'a pas mis de portes coupe-feu.

Peut-on alors concilier recherche de profit et respect de valeurs morales ?

► Je pense qu'il y a des banquiers qui ont des valeurs morales. Le problème, c'est que le système ne leur permet pas non plus de toujours les appliquer. Honnêtement, je suis assez pessimiste quand à l'éthique des affaires dans un environnement économique capitaliste, mondialisé, hyper compétitif, où on est plutôt aspiré vers le bas. Cela dit, l'homme est intrinsèquement capable d'altruisme, de charité, de bonté. Beaucoup de cadres ne sont d'ailleurs pas épanouis humainement. On voit aussi l'économie solidaire se développer de plus en plus. Il y a une volonté de créer l'entreprise autrement. Il existe déjà des initiatives humaines car certains ont pris conscience qu'il y a des gens qui vivent très heureux sans avoir beaucoup.

La crise peut-elle jouer comme un déclic en faveur de ces initiatives qui visent à plus de responsabilité ?

► Si j'en crois ma propre position d'économiste alternatif, j'ai beaucoup plus de sollicitations extérieures, médias et autres, qu'auparavant. Donc, il y a une prise de conscience de la société dans son ensemble. Il est possible de voir la crise comme un catalyseur. Cependant, il ne faut pas s'en réjouir – une tendance des milieux alternatifs – car nous sommes tous les otages de cette crise. Je ne me réjouis pas des pertes d'emplois qu'elle entraîne. Il aurait quand même mieux valu qu'elle n'arrive pas. Je ne suis pas absolument convaincu que la crise soit porteuse pour des alternatives. Pour beaucoup, c'est surtout « sauve qui peut ».

Propos recueillis par Cécile Berthaud